



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

CTL  
Renault  
Lardy

*l'étincelle*\*

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : [cr@convergencesrevolutionnaires.org](mailto:cr@convergencesrevolutionnaires.org)

Lundi 4 juin 2018

## « Escalader l'Élysée pour une régularisation généralisée ? »

L'exploit du jeune Mamoudou Gassama, qui a escaladé quatre étages d'une façade pour sauver un enfant, a fait le buzz dans le monde entier. Macron l'a reçu, félicité et lui a promis une naturalisation rapide. Il pourra faire un service civique chez les sapeurs pompiers de Paris. On est bien sûr content que ce jeune courageux puisse ainsi sortir de la situation de Sans Papiers. Mais, comme l'a dit un humoriste, on ne peut pas demander à chaque immigré sans papiers d'obtenir un « *CAP Fort Boyard* » pour sa régularisation. Certains d'entre eux travaillent depuis plus de 10 ans dans la restauration, le bâtiment, le nettoyage... Ils ont été bien plus utiles à la société que tous ces riches que le gouvernement bichonne. Faudra-t-il, comme le disaient des manifestants le 2 juin, « *escalader l'Élysée pour une régularisation généralisée* » ?

### Macron minaud, Collomb crache la haine

En fait, Macron tente d'utiliser Mamoudou Gassama pour se redonner, lui le « président des riches », une image d'humanité, alors même que Gérard Collomb, son ministre de l'Intérieur fait voter au Parlement une loi nommée « Asile et Immigration » qui en est totalement dépourvue : elle double le temps maximal de rétention administrative, généralise la possibilité de placer des enfants dans les centres de rétention, divise par deux le temps pour faire appel d'un refus de droit d'asile, codifie le délit de solidarité pour ceux qui aident les migrants...

Et Collomb, sans être jamais désavoué par Macron, multiplie les provocations verbales pour justifier sa politique répressive. Reprenant un mensonge cher au Front national, il déclare le 3 avril que « *certaines régions (...) sont submergées par le flux de demandeurs d'asile* », alors que la France est l'un des pays d'Europe qui accueille le moins d'immigrés. Puis, le 30 mai, il accuse les migrants de faire du « *benchmarking* », c'est-à-dire de choisir leur pays de destination en fonction de la législation de ce pays, et en déduit bien sûr qu'il faut durcir les lois contre les migrants.

### Démantèlements policiers, tri scélérat

Le quotidien de bien des migrants, c'est bien souvent la rue ou des camps de fortune faute de lieu d'hébergement. La « solution » du gouvernement, ce sont des évacuations musclées (35 en 3 ans sur Paris). Ainsi, le 30 mai, 550 policiers ont évacué le camp de la porte de la Villette à Paris où se trouvaient un millier de migrants, pour la plupart Soudanais, Somaliens ou Érythréens, donc théoriquement éligibles au droit d'asile puisque leur pays est en

guerre. Et ce lundi, la police a évacué de la même façon les migrants installés le long du canal Saint-Martin et Porte de la Chapelle à Paris. Ils vont être hébergés pendant quelques jours mais surtout vont être triés entre ceux qui peuvent demander l'asile en France (sans pour autant être sûrs d'être logés pendant les longs mois d'examen de leur demande) et les « dublinés », c'est-à-dire ceux qui ont été enregistrés (contre leur gré bien sûr) dans un autre pays européen et ont vocation, selon les accords de Dublin, à être renvoyés vers ce pays. En 2017, 982 migrants ont ainsi été renvoyés vers l'Italie et 869 vers l'Allemagne... pays qui accueillent pourtant bien plus de migrants que la France.

Mais, de Hollande à Wauquiez en passant bien sûr par Macron et Collomb, on nous explique que la France doit choisir entre loger ses SDF et héberger les migrants, entre s'occuper de ses propres pauvres et accueillir les migrants. Ces gens-là découvrent leurs SDF et leurs pauvres pour justifier leur politique raciste : ces SDF et ces pauvres dont ils réduisent les APL, facilitent les licenciements et suppriment des emplois dans les services publics.

### Plutôt la solidarité que la peur

Il n'est pas vrai que la France est menacée de « submersion » : il n'y a eu que 121 200 demandes d'asile en 2017 (et moins de 36 000 acceptées), tandis qu'il y avait 14 859 expulsions. Le nombre total de titres de séjour délivrés en 2017 n'a été que de 262 000, une goutte d'eau pour un pays d'environ 67 millions d'habitants. Et les valeurs portées par Mamoudou Gassama surpassent de loin celles d'un Serge Dassault, d'un Gérard Collomb ou d'un Emmanuel Macron.

## **Pour notre sécurité, à nous de les recalculer !**

La direction a eu un D pour son auto-audit sécurité de mai. Mais dans certaines RUET, on nous a dit que c'était plutôt bien... pour un centre d'ingénierie.

Si un salarié obtenait si peu de résultats, sa hiérarchie lui filerait un PPI (Plan de Progrès Individuel). Alors, c'est nous qui devrions leur coller un PPI à notre façon tant qu'on n'aura pas un A pour notre sécurité et notre santé au travail. Droit de retrait dans toutes les situations dangereuses : mulets défectueux, armoires électriques mal sécurisées, locaux mal aérés,...

## **Pique-nique sans saveur**

On en est déjà à 6 mails de relance pour le pique-nique organisé par la direction. Il faut dire qu'il n'y a pas de réduction pour le repas et qu'on n'est même pas sûr cette année de voir les directeurs planter leur Alpine de collection dans le mur.

Pour voir les chefs tourner en rond, à défaut de circuit, on se contentera de les regarder prendre des décisions techniques, puis revenir dessus quelques mois après, avant de re-changer d'avis pour finalement donner un contordre.

## **Les statuts on les préfère immobiles**

Les salariés Renault ont reçu les documents relatifs à l'Assemblée générale de la mutuelle Renault, dans lequel le conseil d'administration nous demande de ratifier le changement de statuts.

Or ces modifications lui permettront d'étendre son pouvoir en fixant, pour tous les produits, le montant des cotisations et des prestations alors qu'auparavant une partie était du ressort de l'Assemblée générale.

Pas question de leur donner un chèque en blanc.

## **Ils osent tout, c'est à ça qu'on les reconnaît**

Dans les derniers tracts de la CGC, il y a une rubrique : « *quand c'est bien, il faut aussi le dire* » pour vanter bonnes décisions de la direction. Mais dans le tout dernier, ils vont encore plus loin : « *quand c'est bien, osons le dire* ». Quel courage ! Comme si la direction n'avait pas assez de ses RUET, de ses mails et de ses amphes pour nous convaincre qu'elle agit pour notre bien.

Ce qui compte, ce n'est pas de donner de bons ou de mauvais points à la direction mais de nous organiser collectivement pour riposter contre les mauvais coups qui pleuvent.

## **Lycéens de l'Essonne en lutte contre Parcoursup**

La nouvelle plateforme d'affectation post-bac a révélé sa logique : une véritable sélection sociale à l'entrée des études supérieures. Le tri des bacheliers suit des mécanismes obscurs mais le résultat est simple : les meilleurs passent d'abord, les autres doivent attendre pour espérer trouver une place en BTS ou à la fac.

Contre cette sélection inégalitaire, des lycéens de l'Essonne se sont mobilisés ces derniers jours à Savigny, Limours, Corbeil ou Brétigny pour réclamer plus de moyens afin que chacun puisse s'orienter comme il le souhaite.

## **Le pool-taxi ubérisé ?**

Ça y est, les premières conséquences concrètes des nouvelles Dispenses d'Activités se profilent : le pool-taxi serait sous-traité sous peu. La propagande nous avait pourtant fait miroiter des embauches dans le cadre de l'avenant à l'accord CAP2020, mais en réalité il n'y a aucune garantie dans ce chantage patronal. Ce sera donc encore plus de contrats précaires et des prestas qu'on presse au boulot en les menaçant de ne pas être repris.

La solution est pourtant simple : que les Renault et les salariés des entreprises prestataires ripostent ensemble, pour les salaires, les conditions de travail et la garantie pour tous de rester sur le site de Lardy aussi longtemps qu'ils le veulent.

## **Pièces détachées surfacturées : pour faire plus de profit, tous les coûts sont permis !**

Une enquête de Mediapart a révélé que depuis des années, les prix de certaines pièces détachées vendues par Renault et PSA ont été secrètement élevés de 15 % en moyenne grâce à *Partneo*, un logiciel fourni par *Accenture*. Les constructeurs se seraient même coordonnés pour surfacturer au même niveau les pièces détachées. Ce logiciel fixe le tarif des pièces en fonction de leur « valeur perçue », c'est-à-dire du prix maximum que le client est prêt à payer. Exemple : le rétro des Clio III, qui coûte 10 € et était déjà revendu à 79 €, a vu son prix doubler à 165 € grâce à *Partneo* !

Cette magouille tout à fait légale aurait rapporté à Renault 102 millions d'euros supplémentaires par an, directement prélevés dans la poche des consommateurs. Arnaque 2.0 : c'est donc ça, la transformation digitale dont rêve Renault !

## **Renault sponsor du PSG : les salariés sur le banc**

À croire que les patrons ne savent plus quoi faire de leur fric : Renault va sponsoriser à hauteur de plusieurs millions d'euros par an le club parisien déjà richissime pour faire de la pub. Pendant ce temps la direction rogne sur les moyens et les salaires, multiplie les contrats précaires et répète que la marge opérationnelle est insuffisante.

On a rien à gagner dans leur jeu entre millionnaires. Il est temps pour nous de siffler la fin de la partie !

## **Le protectionnisme ne protège pas les travailleurs**

Avec le rétablissement des droits de douanes sur l'aluminium importé aux USA, les grandes puissances parlent de « guerre économique ». La concurrence entre les trusts est la règle de la mondialisation capitaliste. Les barrières douanières ou le libre-échange n'y changent rien. Tout comme le chantage à la compétitivité, le protectionnisme n'est qu'un leurre.

Pour défendre nos conditions de vie ou de travail, on ne peut compter que sur nos luttes.

## **Soutenez l'Étincelle ! Versez à la collecte !**

Pour paraître, l'Étincelle ne peut compter que sur les salariés de Lardy.

Pour soutenir le bulletin, participez à la collecte !